

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

28/01/2026



Des coupes budgétaires qui menacent le déploiement du vélo en France

La Fédération française des Usagères et Usagers de la Bicyclette (FUB) regrette vivement le rabotage du Plan vélo, pourtant soutenu par des parlementaires et les réseaux de collectivités locales. Elle y voit un signal préoccupant, qui relègue le vélo au second plan, alors qu'il génère des bénéfices sanitaires, sociaux et économiques durables. Le risque de disparition des financements des services et de l'apprentissage du vélo par le dispositif CEE et la suppression des Zones à Faibles Émissions, sans alternative crédible, s'inscrivent dans ce même recul des politiques publiques en faveur de la transition écologique, de la qualité de l'air et de la santé.

Ces décisions placent les collectivités locales en première ligne, en particulier les communes rurales et peu denses, déjà contraintes en moyens et fortement dépendantes d'un soutien national pour répondre aux besoins de déplacement du quotidien.

« Les collectivités font déjà beaucoup, souvent avec peu de moyens. Le vélo est l'un des rares leviers qui permet d'améliorer concrètement la qualité de vie, la santé et les déplacements du quotidien, à un coût maîtrisé. En affaiblissant le Plan vélo et en supprimant les ZFE sans alternative crédible, l'État transfère la responsabilité aux collectivités. La FUB fait le choix d'accompagner ces territoires avec des solutions réalistes, mais un soutien national reste indispensable. » Céline Scornavacca, co-présidente de la FUB

Face à ce contexte, la FUB et son réseau d'associations locales ont fait le choix de s'adapter sans renoncer en accompagnant les collectivités, en proposant des solutions pragmatiques, sobres et rapidement mobilisables pour répondre aux besoins de déplacement du quotidien. Le réseau routier existant - rues résidentielles, voiries secondaires, chemins - constitue un levier majeur pour créer des aménagements cyclables continus et sécurisés à moindre coût.

Cette approche s'appuie sur les enseignements du Baromètre vélo, qui a recueilli plus de 334 000 réponses. **Un constat domine, tous territoires confondus : le manque de sécurité reste le premier frein à la pratique.** Sécuriser les trajets du quotidien, même sur de courtes distances, est aujourd'hui une attente largement partagée.

Rappelons à notre Gouvernement et à nos parlementaires que le vélo demeure un investissement stratégique et rentable pour notre pays. **Chaque kilomètre parcouru à vélo permet d'éviter 1 euro de coût social, tandis que la sédentarité coûte près de 17 milliards d'euros par an. À l'inverse, le développement du vélo pourrait générer jusqu'à 34 milliards d'euros d'économies d'ici 2045.** Investir dans le vélo, c'est investir dans la santé publique, la qualité de vie et la soutenabilité des territoires.

À l'approche des municipales, la FUB appelle l'État à tirer les enseignements de ce que démontrent déjà les collectivités sur le terrain : malgré des moyens contraints, elles agissent. Pour aller plus loin et être à la hauteur des enjeux sanitaires, sociaux et climatiques, un soutien national pérenne reste indispensable.

Découvrez la plateforme de la FUB pour les élections municipales de 2026 :
municipales2026.fub.fr

CONTACT PRESSE

Anne-Sybille Riguidel - Chargée des relations presse - mail : as.riguidel@fub.fr - Tél. 06 32 10 26 38